



Démantèlement du Groupe, cessions et engagements sociaux

Les promesses n'engagent que ceux qui y croient !

La nouvelle stratégie de la direction d'Engie est de céder une grande partie des activités - eau, propreté, services, production thermique-, le reste (infrastructures, commerce, réseaux de chaleur, ENR) étant promis sans aucun doute au même traitement.

Dans ce cadre, la direction, comme plusieurs organisations syndicales, prônent que le plus important est de négocier de bons engagements sociaux autour de ces cessions et réorganisations.

Un avenir plus radieux ailleurs ?

Certes, avec les dégâts des stratégies successives, de la gestion financière des filiales remontant l'intégralité de leurs résultats, des politiques d'austérité successives, nombreux et nombreuses sont les salarié-es qui ont perdu toute confiance et tout attachement au Groupe, se disant que finalement c'est peut-être mieux ailleurs, surtout si des engagements sociaux sont obtenus.

Pour en juger, autant aller voir ce qui s'est passé lors des cessions précédentes.

Collègues d'EPI, de GNL, que sont-ils devenus ?

Le Groupe avait obtenu des engagements de l'acheteur de EPI (exploration production) : maintien des équipes parisiennes, pas de restructuration durant 2 ans ...

La réalité : dès le rachat, les postes français ont été pourvus par des salariés des filiales étrangères, quand ils étaient libérés voire même en amont ; dès la fin de la période d'engagement, tous les salarié-es français-es restant ont été licencié-es et le siège a été transféré à Londres.

Total a racheté l'activité GNL (négoce de gaz naturel liquéfié) avec un engagement de ne pas réorganiser durant les 6 premiers mois et de garantir le statut des industries électriques et gazières durant 3 ans. Une semaine après le rachat, les salarié-es ont été réuni-es pour apprendre que la réorganisation allait être menée sans attendre les 6 mois, dans la foulée l'activité trading a été délocalisée en Suisse. Très rapidement, Total a supprimé les emplois de la filiale et replacé les salarié-es dans les équipes Total, avec au passage perte du statut.

Bref, les engagements des acheteurs n'ont que très peu de valeur. Ce qui les intéresse c'est de récupérer l'activité, la clientèle, le savoir-faire, certainement pas de récupérer le personnel.

Vous avez aimé les engagements EPI et GNL, vous allez adorer ceux du plan Clamadieu !

Le plan de cession "Clamadieu" a démarré très vite avec la vente de Suez, décidée alors que l'Etat lui-même, favorable sur le principe, s'inquiète de l'absence d'engagements sociaux et de risques pour l'emploi. C'est dire !

Concernant Engie Solutions, des premières annonces de mai prévoient la vente d'Endel et de sociétés d'Ineo et les documents internes direction indiquaient "cession ou, si ça n'est pas possible, arrêt de l'activité". Aujourd'hui, pour la vente quasi complète de Solutions, la direction d'Engie veut faire croire à la création d'un nouveau groupe "Solutions" mais prépare une vente par morceaux. Contrairement à leurs discours, les découpages, les pertes de complémentarité, les "rationalisations" des acheteurs entraîneraient des suppressions massives d'emplois.

De même, si Total met la main, comme il le souhaite depuis plusieurs années, sur le négoce et la commercialisation de gaz et d'électricité, il le fera pour récupérer les clients pas pour garder les commerciaux.

Enfin, les infrastructures, vendues à terme à des fonds d'investissements - fussent-ils publics comme la Caisse des Dépôts - seront soumises à pression financière, autant sinon plus qu'avec Engie.

Pour nos emplois, mieux vaut défendre le développement du Groupe que son démantèlement. Il est impensable de ne pas se positionner lorsque la direction annonce que le groupe va être coupé en 2 et que la partie « solution » sera amenée à quitter le champ d'ENGIE. La direction annonçant déjà que les salariés n'appartenant plus à ENGIE devront se débrouiller avec les acheteurs.

Il n'y a rien à attendre du rachat par d'autres groupes ou d'autres fonds ; dans les rachats et les fusions, ce sont les salarié-es racheté-es qui prennent les coups en premier et les engagements, aussi beaux soient-ils, ne sont pas d'un grand secours.

C'est pourquoi la CGT met en garde contre les promesses de garanties sociales. La meilleure défense de nos emplois et de nos garanties c'est de conserver le Groupe Engie et la complémentarité de ses activités. Et cela en continuant à revendiquer plus d'investissements, plus de formation, plus de garanties sociales pour développer les compétences nécessaires à la transition énergétique.

Tout cela est possible, le groupe en a les moyens humains et financiers, ce n'est qu'une question de choix stratégique : une vision industrielle globale face à une rentabilité éphémère court-termiste.

La bataille contre la financiarisation de court terme et contre le démantèlement est plus que jamais à l'ordre du jour. Nous pouvons faire bouger cette stratégie mortifère, Montrons à Jean-Pierre CLAMADIEU et à son conseil que nous ne nous laisserons pas détruire sans réagir !

CADRES, ETAM, OUVRIERS

**Pour sauver nos emplois, pour défendre nos entités et refuser le démantèlement du Groupe
Tous à la Défense, devant la Tour ENGIE, le 3 novembre à 12H**